Praia, Cap-Vert, 12 octobre (Infosplusgabon) - La police judiciaire capverdienne a ouvert une enquête sur une présumée affaire de corruption au sein de la Fédération capverdienne de football (FCF), a appris jeudi dans la capitale capverdienne, Praia.

Selon le président du comité de gestion de la FCF, Mário Avelino “Donnay”, la Fédération fait l’objet d’une enquête après la présumée disparition de 700 paires d’équipements officiels fournies par l’entreprise qui habille la sélection nationale de football du Cap-Vert.

S’exprimant lors d’une conférence de presse mardi, il a indiqué que la police judiciaire “exigeait dans les plus brefs délais”, le rapport d’activités 2015 et le compte des équipements offerts par la société Lacatoni à la FCF.

La PJ a aussi réclamé le contrat de location ou d’attribution de l’espace commercial signé entre la FCF et le représentant de Loja Azul, entre autres documents, a-t-il indiqué.

Il s’agit du rapport de la première année du mandat de Víctor Osório à la FCF, où l’on a constaté l’absence de 700 paires d’équipements pendant la période de gestion de Mário Semedo.

L’actuel gestionnaire de la FCF a aussi révélé que la police judiciaire a demandé des documents relatifs à un contrat de location signé entre Mário Semedo, la société Locatoni et trois autres parties, ainsi que des documents retraçant l’achat fait au nom de la FCF par une boutique de vente d’équipements sise à Praia.

Ce cas de la disparition d’équipements a éclaté lorsqu’en août dernier, juste après son limogeage, Víctor Osório a dénoncé l’existence d’une “mafia” au sein de la FCF qui serait responsable de la disparition de ces équipements, qui selon lui, ne sont jamais arrivés à destination et ont disparu sans laisser de traces.

A la suite de ces accusations, son prédécesseur à la FCF, Mário Semedo, qui était à la tête de la FCF pendant plus d’une décennie, a rejeté toutes ces accusations, indiquant que tout cela était nouveau pour lui, surtout que durant ses mandats, il n’a jamais été question d’une telle information.

M. Donnay accuse aussi les directions précédentes de la FCF, présidées par Mário Semedo et Vítor Osório, d’avoir détourné l'attention de manière à permettre de réduire l’âge des atlhètes capverdiens.

Il a aussi soulevé le cas qui remonte à 2013, de l’utilisation irrégulière du joueur Fernando

Varela, occasionnant la disqualification des “Tubarões Azuis” (Requins Bleu) pour le “play off” du Mondial 2014, après avoir battu à domicile la Tunisie sur le score de 2 buts à 0.

Selon les dires du gestionnaire de la FCF, la PJ doit aussi enquêter le cas de la “Tunisie”, qui, à l’époque, a fait couler beaucoup d’encre et qui finalement n’a jamais été élucidé.

Il existe de forts indices qu’il y a eu des malversations dans ce cas qui n’a pas été jusqu’à présent expliqué aux Capverdiens”, a indiqué M. Donnay.

Il a aussi informé qu’il avait demandé un audit interne du ministère des Finances “pour faire la lumière sur la gestion calamiteuse de la FCF”.

Toutefois, il a expliqué que la FIFA (Fédération internationale du football) a bloqué l’octroi de tout financement à la FCF pour absence de reddition de comptes pendant la présidence de Víctor Osório.

Il a soutenu que la gestion de la fédération était surtout entachée par des “dilapidations” lors des derniers mandats et qu’après la prise de fonction du dernier président, le 11 août 2015, "on a dilapidé entre 50 et 70 millions d’escudos", montant qui aurait été laissé par son prédécesseur, Mário Semedo.

Cette enquête de la PJ survient la veille de l’élection du nouveau président de l’organisme, par une assemblée générale extraordinaire, prévue le 28 octobre et où Donnay brigue pour la présidence de l’organisme suprême du football capverdien.

FIN/INFOSPLUSGABON/OIL/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon